



ФРАНКО-РОССИЙСКИЙ  
OBSERVATOIRE  
АНАЛИТИЧЕСКИЙ  
FRANCO-RUSSE  
ЦЕНТР ОБСЕРВО



Chambre de commerce et d'industrie franco-russe  
Франко-российская торгово-промышленная палата

[www.ccifr.ru](http://www.ccifr.ru)



[www.fondationconcorde.com](http://www.fondationconcorde.com)

## Discours

**Igor Ivanov**

**Président du Conseil russe pour les affaires internationales**

**Petit-déjeuner débat**

**« *La Russie et le monde en 2014* »**

**Vendredi 28 février 2014**

**au Cercle de l'Union Interalliée**

Mesdames et Messieurs !

Permettez- moi de tous vous remercier de votre intérêt pour la Russie en général et sa politique étrangère en particulier. Je tiens à remercier l'Observatoire franco-russe et la fondation Concorde d'avoir organisé cette réunion. Je suis heureux qu'elle se tienne dans la Rue du Faubourg Saint-Honoré : c'est tout près d'ici que se situait le centre culturel et intellectuel de l'émigration russe à Paris, que se sont fréquentés de grands noms tels que Fiodor Chaliapine, Serge de Diaghilev, Gregor Piatigorsky.

J'ai appris de mes années d'expérience en tant que diplomate qu'il est difficile d'intervenir face à un public français, et d'autant plus face à public d'intellectuels français. Ce genre de public est exigeant et ne pardonne aucun mensonge ou approximation. Je vais essayer d'être franc et honnête en exprimant mon point de

vue personnel sur les questions de sécurité internationale, sur le présent et l'avenir de notre continent européen commun, et sur l'état et les perspectives des relations franco-russes. Je suis disposé à répondre à toutes vos questions.

1. Tout d'abord, je voudrais aborder qui concerne toute l'Europe, et pas seulement elle à vrai dire. Il s'agit bien sûr des événements actuels en Ukraine. Je ne vais pas parler des causes internes de la crise, de l'équilibre des forces politiques, des erreurs des ex-dirigeants ukrainiens et des trajectoires possibles pour la situation politique dans ce pays. Ce sont des questions distinctes, et je ne prétends pas être un spécialiste de l'Ukraine. Je vais me limiter à aborder trois questions : Etait-il possible d'éviter la tragédie qui s'est produite au cours des derniers mois à Kiev ? Quelles sont ses répercussions sur la politique européenne ? Quelles leçons la Russie et l'Occident doivent-ils tirer de la crise ukrainienne ?

Nous savons tous que le détonateur de la crise a été la question de la signature d'un accord d'association avec l'Union européenne. Cette question a divisé la société ukrainienne et a poussé les forces d'opposition à descendre dans la rue et à occuper Maïdan à Kiev, provoquant une escalade de la violence et la radicalisation des positions politiques. Nous ne remettons en aucune façon en cause le droit inaliénable du peuple ukrainien à choisir sa propre voie de développement national, encore faut-il préciser ce que l'expression « choix européen de l'Ukraine » recouvre.

Premièrement, l'Ukraine a été et demeure un Etat européen, ce qui n'empêche nullement le développement de relations avec des pays extérieurs à l'Europe, d'autant plus à l'époque de la globalisation.

Deuxièmement, la question de l'adhésion de l'Ukraine à l'UE n'est pas à l'ordre du jour et ne le sera pas avant un horizon lointain. L'UE semble avoir atteint ses limites géographiques, c'est en tout cas ce que beaucoup de personnes pensent y compris en France.

Troisièmement, l'idée d'un soutien financier à l'Ukraine comparable à celui reçu par les pays membres d'Europe centrale relève du fantasme : l'UE n'en a tout simplement pas les moyens. Une aide économique est possible, mais « digérer » un pays de 46 millions d'habitants avec tous ses problèmes économiques, sociaux, infrastructurels, etc. est impossible à un horizon prévisible.

Quatrièmement, si l'on parle de valeurs européennes, cela fait longtemps que l'Ukraine les a adoptées en devenant membre du Conseil de l'Europe et de l'OSCE. La Russie n'a jamais remis en question le droit de l'Ukraine à adhérer à ces valeurs. Cependant, dans la pratique, l'Etat et la société ukrainiens ne sont pas toujours en mesure d'y être fidèles. Il ne s'agit pas là d'un problème lié à de prétendues « pressions » de la Russie, mais plutôt au niveau actuel de culture politique dans le pays, au degré de maturité de la classe politique ukrainienne. D'une manière générale, ces valeurs ne dépendent pas de traités ou d'accords internationaux : elles sont le résultat d'années, de décennies de développement de la société, et des facteurs externes ne peuvent dans le meilleur cas que jouer un rôle de catalyseur.

Cinquièmement, l'histoire et la géographie de l'Ukraine font qu'elle a été et qu'elle restera longtemps un pays « à part ». Une partie de sa population est orientée vers l'Ouest, l'autre vers l'Est. Certains secteurs de l'économie ukrainienne dépendent fortement des marchés de l'Union européenne, d'autres du marché russe. Par conséquent, attendre un choix « définitif » de la part de l'Ukraine est non seulement illusoire mais dangereux. Cela pourrait entraîner un schisme politique, une grande instabilité voire une menace grave pour la survie de l'Etat.

Si tous les « acteurs extérieurs » avaient pris ces réalités évidentes en compte au cours des premiers stades de développement de la crise ukrainienne, il est tout à fait probable qu'elle n'aurait pas pris une tournure aussi grave. Malheureusement, la question de l'accord d'association avec l'UE a dès le début été formulée de façon exclusive : soit Bruxelles, soit Moscou. Soit l'Union européenne, soit l'Union douanière. C'est un format classique de « jeu à somme nulle », comme aux pires

moments de la Guerre froide. Je ne souhaite pas commencer une discussion au sujet de qui de Bruxelles ou de Moscou a placé l'Ukraine devant un tel dilemme, mais les faits sont les faits : les « acteurs extérieurs », c'est-à-dire vous et nous, n'avons pas prévenu la crise politique à l'automne dernier mais l'avons au contraire considérablement aggravée.

Il est encore trop tôt pour tirer des conclusions quant à l'issue de la crise en Ukraine. La mort de dizaines de personnes dans les rues de Kiev constitue déjà un prix bien trop élevé pour un changement politique. Cependant, il semble clair que la crise pourrait désormais durer longtemps, non seulement pour l'Ukraine qui se trouve maintenant au bord de l'effondrement économique, mais aussi pour les relations entre l'Est et l'Ouest du continent européen. La crise a conduit à une violente éruption de rhétorique hostile, dégradé la relation bilatérale entre la Russie et l'UE et entaché le futur de la coopération entre Moscou et Bruxelles au sujet de l'avenir de l'Ukraine. Pourtant, cette coopération est non seulement souhaitable mais indispensable si nous voulons empêcher la situation socio-économique voire politique de l'Ukraine d'empirer.

A cet égard, je tiens à rappeler un fait historique récent.

Il y a 20 ans, au début de l'année 1994, les présidents russe, ukrainien et américain ont signé une déclaration conjointe portant sur le renoncement de l'Ukraine au nucléaire militaire. En plus des questions liées au nucléaire, cette déclaration a fixé les principes sur lesquelles se basent les relations entre les trois parties : le respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chacun des trois Etats. La Russie et les Etats-Unis se sont engagés non seulement à « s'abstenir de toute menace et de tout usage de la force », mais aussi à « s'abstenir de menace ou usage de la force " contre l'Ukraine, mais aussi « de s'abstenir de toute mesure ou contrainte économiques » visant à obtenir des avantages unilatéraux.

Beaucoup d'hommes politiques et d'experts croyaient, non sans raison, que cet accord sur le nucléaire susciterait un nouvel élan dans la formation d'une nouvelle architecture de sécurité euro-atlantique, indivisible et égale pour tous.

Malheureusement, aucune nouvelle architecture de sécurité n'a été mise en place au cours des deux dernières décennies, et les réflexes de la Guerre froide se sont avérés très tenaces. Nous le voyons à nouveau aujourd'hui avec l'Ukraine.

Bien sûr, la crise actuelle diffère de la situation qui prévalait en 1994. Mais les menaces sécuritaires ne sont pas moins graves ce qu'elles étaient alors, pour l'Ukraine comme pour les pays voisins. La logique et le bon sens commandent à la Russie, à l'UE et aux Etats-Unis d'agir de concert, non seulement au nom de l'humanisme et par compassion pour le peuple ukrainien, mais parce que cela relève de leurs intérêts nationaux. Ce qui est jeu, c'est évidemment le sort de l'Ukraine et du peuple ukrainien, mais aussi notre confiance collective en l'avenir.

2. Atteindre un nouveau niveau de compréhension et de coopération internationales est d'une importance capitale à l'heure actuelle, alors que la restructuration du système politique et économique international commencée il y a un quart de siècle, à la fin de la Guerre froide, entre dans sa phase active.

Notre époque se caractérise par le processus de globalisation qui est à l'œuvre : l'interdépendance socio-économique sans cesse croissante entre les pays et les peuples s'accompagne d'une baisse des possibilités de « contrôle » du système international. En ce début de XXIème siècle, le monde voit se multiplier les foyers d'instabilité régionale, il reste encore de nombreux vestiges de la Guerre froide, le système juridique international est remis en cause ainsi que le rôle des principales organisations internationales, y compris l'ONU. La volatilité accrue des systèmes monétaire et financier accentuent les risques de changements soudains et imprévisibles sur les marchés des produits de base, tout comme la multiplication des catastrophes d'origine naturelle et humaine.

Par conséquent, un mouvement de résistance à la globalisation et de nostalgie du monde révolu du XX<sup>ème</sup> siècle se développe dans le monde entier, y compris dans nos deux pays. Nous entendons souvent dire qu'une éventuelle limitation de leur participation aux processus mondiaux pourrait en quelque sorte les protéger contre les effets négatifs des fluctuations imprévisibles de l'économie et de la politique mondiales. L'isolationnisme est présenté comme un patriotisme, et l'impuissance en matière politique et économique est érigée en position de principe. Mais l'isolationnisme n'a pas d'avenir dans le monde moderne. Cette approche empêche d'avoir une gouvernance capable sur les processus à l'œuvre et de lutter contre les conséquences négatives de la globalisation.

De même, il est difficile d'être d'accord avec l'idée que quiconque – que ce soit la Russie ou la France – puisse être en mesure de retirer des avantages de la baisse de contrôlabilité du système international, de l'aggravation des conflits entre les différents centres de pouvoir, de l'émergence de conflits régionaux et de l'affaiblissement des organisations internationales.

Bien sûr, il est possible de tirer quelques avantages stratégiques d'une telle situation, mais l'érosion de l'ordre mondial et l'expansion du chaos et de l'incertitude dans la politique mondiale seront catastrophiques pour tous les pays, y compris les nôtres.

A l'heure actuelle, nous sommes confrontés à la tâche de mettre en place un nouveau système de gouvernance mondiale et de construire un monde nouveau au cours des décennies à venir. Il s'agit là d'une tâche ardue, comparable au programme de reconstruction développé au milieu du XX<sup>ème</sup> siècle par les pays vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale. Cependant, le système qui avait été mis en place alors n'était bénéfique qu'aux vainqueurs. Le nouvel ordre mondial du XXI<sup>ème</sup> siècle ne sera légitime (et donc efficace) que si toute la communauté

mondiale participe à sa création, pays riches et pays pauvres, secteur privé et organisations internationales, communauté d'experts et société civile.

Quelle sera la première priorité de ce travail ? Je ne prétends en aucune façon donner un portrait complet de la tâche qui nous incombe, mais je souhaite souligner les aspects qui me semblent les plus importants et pour lesquels nous devons fournir des efforts conjoints.

En premier lieu, nous devons éliminer les derniers résidus de l'héritage de la Guerre froide, qui nous empêche de construire un nouveau système de relations internationales plus adapté au XXIème siècle.

Deuxièmement, il est nécessaire combler le fossé qui existe entre les impératifs de sécurité et les objectifs de développement, entre la politique mondiale et l'économie mondiale.

Troisièmement, il nous faut faire l'inventaire des normes et des principes fondamentaux du droit international, et de trouver un juste équilibre entre le progrès et la tradition.

Quatrièmement, il est urgent de mettre en place une interaction efficace entre les acteurs privés et la société civile afin de relever les défis communs auxquels l'Humanité est confrontée. Les intérêts fondamentaux de l'individu, de l'entreprise, du gouvernement et de la communauté internationale sont inséparables, et ils doivent être défendus comme un tout.

3. Pour la Russie, pays qui pendant des siècles a occupé une position géographique et géopolitique unique au monde, l'égalité de tous les pays au sein du système politique, économique et juridique contemporain est particulièrement importante. Chez nous, les grands choix géopolitiques et les grandes décisions de politique étrangère ont toujours été débattues. Ces débats sont renouvelés à chaque nouveau tournant de notre histoire. Occidentalistes contre slavophiles.

Atlantistes contre eurasistes. Libéraux contre conservateurs. Actuellement, il est un débat qui prend de plus en plus d'importance en Russie : l'Europe ou l'Asie ? L'Union européenne ou la Chine ? Les pays développés ou les BRICS ?

Il me semble que ces débats n'ont pas beaucoup de sens. Le monde moderne ne peut plus se comprendre uniquement à travers la géographie traditionnelle. Il est impossible d'opposer l'Est à l'Ouest, l'Europe à l'Asie. La géographie n'est plus un facteur déterminant, le système économique est difficile à comprendre, les modes de vie et les perspectives de carrières changent en permanence. Il serait plus logique, à notre époque, de classer les pays non pas géographiquement mais par la façon dont ils s'insèrent dans les processus mondiaux contemporains, par la façon dont ils jouent de leurs avantages comparatifs dans le monde d'aujourd'hui.

Il est particulièrement hasardeux d'émettre des prédictions sur la base de l'ancienne logique « géographique ». Par exemple, il y a une croyance largement répandue en ce début de XXI<sup>ème</sup> siècle : l'Europe serait en déclin et l'Asie en pleine ascension. Beaucoup pensent que le centre de l'activité économique mondiale est en train de se déplacer de l'Atlantique vers le Pacifique, que le projet européen devient trop lourd et trop difficile à mettre en œuvre, que l'Europe n'a pas les moyens de tirer profit de la mondialisation et qu'elle est donc vouée à perdre du terrain par rapport à l'Asie. D'ailleurs, ces opinions sont assez courantes en Russie.

Il est difficile d'être d'accord avec des vues de ce genre. Bien sûr, les réussites économiques asiatiques de ces dernières décennies sont plus qu'évidentes. Mais pour ce qui est du « déclin de l'Europe », cela fait plus d'un siècle que l'on en parle, et pourtant elle est toujours l'un des acteurs de premier plan de l'économie mondiale, une source d'innovation technologique pour le monde entier et un immense laboratoire social et sociétal.

De toute évidence, le « projet européen » est loin d'avoir épuisé toutes ses capacités. Le rythme de la modernisation économique des pays asiatiques est



admirable, mais le processus de modernisation politique et sociale est à la traîne, et cet écart entraîne de l'instabilité et des crises.

Je ne veux pas que mon discours soit compris comme exprimant l'idée que l'Europe serait plus riche, plus prometteuse et plus intéressante que l'Asie. Ce que je veux dire, c'est qu'il n'est pas certain que les leaders du monde d'aujourd'hui conservent leur position. Aucune expérience, ni niveau de richesse, ni plans ambitieux pour l'avenir ne peuvent garantir le succès. Le monde d'aujourd'hui impose à chacun des règles qui ne cessent de changer, et je m'abstiendrai d'émettre un jugement catégorique et définitif sur le rôle global des différentes parties du monde et sur leur avenir politique et économique.

Dans tout cela, que dire de la Russie ? Notre pays peut-il devenir un acteur constructif dans les relations entre les deux parties du continent eurasiatique ? La réponse à cette question dépend en grande partie de l'avenir du pays. Il me semble qu'il relève du constat objectif de déclarer que la politique étrangère russe n'a pas pour but de déterminer si la Russie appartient à l'Europe ou à l'Asie. Notre tâche est beaucoup plus pragmatique : ne pas se tenir à l'écart de la coopération euro-asiatique émergente, ne pas se tenir à l'écart des processus d'intégration économiques, scientifiques, éducatifs, culturels etc. qui se développent sur le continent eurasiatique.

Et la menace de rester à la traîne est malheureusement très réelle. La Russie, bien sûr, est présente sur les marchés eurasiatiques, les citoyens russes se rendent par millions en Europe et en Asie afin d'étudier, de travailler, ou pour les vacances. Nous sommes, il s'agit là d'une évidence, un pays européen, bien que la Russie s'étende jusqu'en Extrême-Orient et qu'elle ait des frontières avec la Chine et la Corée. Cependant, l'inclusion de la Russie dans les mécanismes et processus d'intégration et de coopération européens est à ce jour très limitée et fragile. La Russie demeure le principal réservoir européen de ressources naturelles, la principale source de matières premières et d'approvisionnement énergétique pour

ses voisins. Et cette situation crée des problèmes non seulement pour notre pays mais pour l'ensemble de la communauté européenne naissante, qui reste privée de la possibilité de considérer la Russie comme un membre à part entière de « l'Europe ».

La partie russe est en grande partie responsable de cette situation. Nous avons encore beaucoup à apprendre pour devenir de « vrais Européens », cela ne peut se faire en un jour. Aujourd'hui encore, nous ne comprenons toujours pas la logique de nos partenaires, les nuances de leurs politiques intérieures, et nous négligeons les détails subtils mais importants forgés par des siècles de formation de la culture politique européenne. Nous continuons de penser que la Russie est traitée injustement par l'Europe, que notre opinion et nos intérêts sont négligés, et que nos initiatives sont constamment ignorées.

Mais d'autre part, nos partenaires européens ne peuvent être exemptés de reproches. Nos voisins européens ne sont pas tous prêts à développer des projets communs à grande échelle avec la Russie en dehors du secteur de l'énergie et des matières premières, et l'idée d'intégrer la Russie dans des mécanismes de coopération régionale en matière économique, scientifique, technologique, éducative est très loin d'être accueillie par tous avec compréhension et soutien. Ce n'est pas moi qui vais vous expliquer la lenteur avec laquelle agit la bureaucratie de l'Union européenne.

Souvent, nous entendons nos collègues européens dire que « Oui, la Russie est un pays Européen, mais il s'agit d'une autre Europe, ce n'est pas tout à fait l'Europe », et donc sa relation avec « le reste » de l'Europe, ou la « vraie » Europe, restera complexe et ambiguë. Mais franchement, est-ce uniquement pour la Russie que les relations avec « le reste de l'Europe » sont difficiles ? Prenez l'Allemagne : il y a une centaine d'années, de nombreux intellectuels à l'ouest du Rhin doutaient sérieusement du fait que l'Allemagne puisse être considérée comme un véritable

pays européen. Pourtant, ce pays est devenu l'un des moteurs de l'intégration européenne au cours de la deuxième moitié du XXème siècle.

Au cours de la majeure partie du XXème siècle, la Russie s'est trouvée éloignée de l'ouest du continent européen par un fossé idéologique profond. Dans ces conditions, parler du destin européen de la Russie était évidemment difficile, même si la Russie appartenait à la civilisation européenne au sens large ; après tout, le marxisme était un produit de la pensée philosophique européenne. Mais aujourd'hui, il n'y a plus ni « guerre froide » ni conflit systémique entre la Russie et l'Europe. Alors pour la question de l'appartenance de la Russie à l'Europe continue-t-elle de susciter des doutes chez certains ?

Nos collègues européens nous disent souvent que « c'est parce que nous n'avons pas les mêmes valeurs ». La Russie et l'Europe, disent-ils, ont des valeurs fondamentales différentes, et cette différence crée des obstacles insurmontables au développement d'un véritable partenariat stratégique. Je vous prie de ne pas adhérer à ce point de vue. Bien sûr, personne ne peut nier l'importance des valeurs fondamentales. Mais la définition de celles-ci est complexe, parfois vague et pleine d'ambiguïtés. En Europe, le débat sur les valeurs dure depuis des décennies, voire des siècles. En France, par exemple, la question de savoir ce que sont les vraies « valeurs françaises » est soulevée lors de chaque grande élection. Et c'est vrai pour toutes les sociétés modernes, fondées sur le pluralisme des opinions et la diversité sociale. En Russie aussi, les valeurs sont sujet à un débat qui est parfois très émotif et violent. Cela signifie-t-il pour autant qu'elle ne peut pas s'entendre sur un partenariat stratégique avec l'Europe ?

Lorsque l'on parle de l'importance des valeurs dans le monde d'aujourd'hui, on ne peut oublier les intérêts de base des différentes régions du monde, des différents pays et de leurs sociétés. Si l'on parle par exemple de la sécurité, il est impossible, malgré tous nos désaccords actuels, de ne pas tirer la conclusion que nos intérêts stratégiques sont objectivement les mêmes. Parlez à n'importe quel

responsable politique à Berlin, Bruxelles, Madrid ou Moscou des menaces pesant sur la sécurité euro-atlantique et des défis mondiaux de notre époque. Leurs approches et leurs estimations ont de fortes chances d'être similaires. Dans un certain nombre de domaines, nos problèmes sont les mêmes, et les solutions que nous y apportons vont généralement dans le même sens.

Je ne veux pas simplifier, car les priorités de la Russie et de l'UE ne sont pas toutes identiques, ne serait-ce qu'en raison de leurs positions géopolitiques différentes. Au sein même de l'UE, il n'est pas toujours possible de parvenir à unifier les positions sur les questions de sécurité. Ce qui est important, c'est de souligner que de l'Atlantique à l'Oural, ou plutôt de Vancouver à Vladivostok, nous sommes unis par des défis et des menaces communes. Cet état de faits, qui ne devrait pas changer dans un futur prévisible, déterminera l'avenir de notre coopération en matière de sécurité.

Permettez-moi de me référer au projet international de recherche en cours depuis déjà deux ans et mené par le Conseil russe pour les affaires internationales (RSMD), le Réseau européen des leaders pour un désarmement nucléaire multilatéral et la non-prolifération (ELN), et l'Institut polonais des affaires internationales (PISM). Le but de ce projet est de mettre au point une feuille de route pour la construction d'une « Grande Europe » à l'horizon 2030, compte tenu des défis politiques et économiques contemporains ainsi que des problèmes de sécurité. Un accent particulier est mis sur le développement d'un climat de confiance entre la Russie et les autres pays européens, ainsi que sur la nécessité de surmonter l'héritage de la guerre froide. L'Organisation internationale pour la recherche stratégique (USAK, Turquie) s'est récemment jointe à ce travail.

Il y a un mois, nous avons publié une déclaration conjointe comportant une liste de mesures à prendre d'urgence afin de poser les bases de la construction ultérieure de la Grande Europe. Elle a été signée par d'éminents hommes politiques,

experts, ex-décideurs politiques et militaires ainsi que personnalités publiques de Russie et d'Union européenne. Ce document a également été signé par plusieurs anciens ministres de la République française. Honnêtement, ce document a déplu à un certain nombre de personnes en Russie, nous nous sommes d'ailleurs entretenus avec les plus sceptiques et les plus critiques, et en Europe aussi. Mais je suis convaincu que le simple fait qu'un débat ait été lancé sur un sujet d'une telle importance est déjà un grand succès.

Actuellement, ce n'est sans doute pas le meilleur moment pour de nouvelles initiatives majeures dans les relations russo-européennes. Les deux parties sont trop occupées par leurs affaires intérieures, et l'Union européenne va connaître un certain nombre de changements politiques au cours des mois à venir. Ne faudrait-il pas faire une pause, évaluer la situation et alors seulement reprendre le dialogue ? Ces arguments ont sans doute leur propre logique. Mais je tiens à le souligner une fois de plus : nous sommes irrésistiblement attirés l'un vers l'autre, indépendamment des décideurs politiques ou de la conjoncture. Cet état de fait est fondamentalement nouveau, et il est profond et durable. La politique ne peut pas faire seule du monde un endroit merveilleux, et ce serait une grande erreur d'attendre cela d'elle. Cependant, nous vivons actuellement dans la période la plus propice à se mettre une fois pour toutes d'accord sur toutes les questions fondamentales, à mettre un terme à notre longue histoire de griefs et malentendus réciproques. Aucun accord ne peut remplacer un travail quotidien minutieux et cohérent. Aucune feuille de route ne pourra nous conduire vers un avenir meilleur, s'il n'existe pas la volonté d'en suivre le tracé.

Je ne veux pas être trop alarmiste, mais je n'ai d'autre choix que d'insister sur une réalité évidente : pour nous autres habitants du continent européen, il nous reste peu de temps pour démontrer notre compétitivité dans le monde global du XXIème siècle. Les autres peuples, les autres nations, régions et continents n'attendent pas que nous surmontions le ressentiment, la méfiance, les vieux

préjugés et les querelles mesquines qui caractérisent les relations entre Européens. Le monde va continuer à aller de l'avant, et les changements ne vont que s'accélérer. Le nombre de candidats au leadership mondial va également croître, et ceux-ci ne se situeront pas en Europe. Si Russie et Europe agissent de concert, il leur sera plus facile de ne pas se retrouver parmi les perdants de cette course mondiale. Le XXIème siècle ne doit pas voir s'accomplir les sombres prophéties sur le déclin et la fin de notre civilisation commune.

4. En conclusion, permettez-moi de dire quelques mots au sujet des relations franco-russes. Face à un public tel que le vôtre, il n'est sans doute pas nécessaire de s'attarder sur l'histoire de ces relations ou de faire un résumé de notre coopération dans divers domaines. Je dois cependant constater que pendant une grande partie du XXème siècle, la relation entre Moscou et Paris a constitué l'axe principal de la grande politique européenne. Bien sûr, la situation politique en Europe a beaucoup changé, de nouveaux acteurs sont apparus, elle recouvre désormais de nouveaux domaines. Cependant, cela ne signifie pas nécessairement que le rôle de nos deux pays dans la conduite des affaires européennes va diminuer. Afin de préserver le rôle particulier des relations franco-russes dans les affaires européennes, nous devons d'abord et avant tout tâcher de préserver une capacité à penser le monde stratégiquement, de rechercher de nouvelles opportunités et de nouveaux formats de coopération, et d'être préparés à prendre des décisions importantes sans perdre de vue les problèmes quotidiens.

S'il vous plaît, ne prenez pas cela comme de l'autopromotion, mais je vous prie de vous reporter au document préparé conjointement à l'automne dernier par le Conseil russe pour les affaires internationales (RSMD) et l'Observatoire franco-russe. Je saisis par ailleurs cette occasion pour exprimer ma gratitude à l'encontre du directeur de l'Observatoire Arnaud Dubien, qui a investi beaucoup de temps et d'énergie dans la préparation de ce document dont le titre parle pour lui-même :

**Vendredi 28 février 2014** – Cercle de l'Union Interalliée – 33 rue du Faubourg Saint-honoré, 75008 Paris

« France – Russie : 20 propositions pour un partenariat d’avenir ». Nous avons essayé de faire un condensé de mesures concrètes qui pourraient être prises dans un futur proche pour développer notre relation bilatérale.

Nous avons été guidés par plusieurs principes en élaborant ces propositions. Premièrement, il était important pour nous de « s’écarter » de l’état réel des relations franco-russes, sans tomber dans un pessimisme excessif, sans embellir la réalité ou fermer les yeux sur les problèmes non plus. Deuxièmement, nous avons souhaité présenter sur un pied d’égalité des mesures concernant tant le complexe militaro-industriel que la coopération économique ou universitaire, car on ne peut se concentrer sur un seul aspect de la coopération franco-russe en ignorant ou en minimisant les autres. Troisièmement, nous nous sommes concentrés sur des propositions qui n’aient pas un coût politique trop lourd, que ce soit d’un côté ou de l’autre.

J’espère que vous trouverez le temps de vous familiariser avec ces 20 propositions, et nous accueillerons volontiers tous les commentaires, ajouts ou critiques de la part de ceux qui se souvient de l’avenir de nos relations.

Je vous remercie de votre attention.